

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

### MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

---



#### Travaux de réaménagement de l'accès ISAE- SUPAERO/CANAL DU MIDI

---

N° du CCAP : 2025TX0008

**Institut Supérieur de l'Aéronautique et de l'Espace**  
10 Avenue Marc Pégélin (ex avenue Edouard Belin)  
BP 54032  
31055 TOULOUSE CEDEX 4

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Travaux de réaménagement de l'accès ISAE-SUPAERO/CANAL DU MIDI
	<b>Type de contrat</b>	Marché public
	<b>Nombre de lots</b>	4
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Définies par lot
	<b>Durée / Délai</b>	Défini par lot
	<b>Reconduction</b>	Sans
	<b>Prix</b>	Prix global forfaitaire
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Avec

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	5
1.1 - Objet du contrat .....	5
1.2 - Décomposition du contrat.....	5
1.3 - Réalisation de prestations similaires.....	5
2 - Pièces contractuelles.....	5
3 - Intervenants .....	6
3.1 - Conduite d'opération.....	6
3.2 - Maîtrise d'œuvre .....	6
3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier.....	7
3.4 - Contrôle technique.....	7
3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs .....	7
4 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	7
5 - Protection des données à caractère personnel.....	7
6 - Durée et délais d'exécution .....	7
6.1 – Durée du contrat.....	7
6.2 - Délai global d'exécution des prestations.....	7
6.3 - Délai d'exécution .....	8
6.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution.....	8
6.4 - Délais Partiels .....	9
7 - Prix.....	9
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	9
7.2 - Modalités de variation des prix .....	10
7.3 - Répartition des dépenses communes .....	10
8 - Garanties Financières .....	11
9 - Avance .....	11
9.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	12
9.2 - Garanties financières de l'avance.....	12
10 - Modalités de règlement des comptes.....	13
10.1 - Décomptes et acomptes mensuels .....	13
10.2 - Présentation des demandes de paiement.....	13
10.3 - Délai global de paiement .....	14
10.4 - Paiement des cotraitants .....	15
10.5 - Paiement des sous-traitants.....	15
11 - Conditions d'exécution des prestations.....	15
11.1 - Caractéristiques des matériaux et produits .....	15
11.2 - Implantation des ouvrages .....	15
11.2.1 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens .....	15
11.3 - Préparation et coordination des travaux .....	16
11.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux .....	16
11.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier .....	16
11.3.3 - Plan d'assurance qualité .....	17
11.3.4 - Registre de chantier .....	17
11.4 - Etudes d'exécution .....	17
11.5 - Installation et organisation du chantier.....	18
11.5.1 - Installation de chantier.....	18
11.5.2 - Emplacements mis à disposition pour déblais .....	18
11.5.3 - Signalisation de chantier.....	18
11.5.4 - Application de réglementations spécifiques .....	18
11.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier.....	18

11.6.1 - Gestion des déchets de chantier .....	18
11.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux .....	18
11.6.3 - Documents à fournir après exécution .....	19
12 - Développement durable .....	19
13 - Réception .....	20
13.1 - Réception des travaux .....	20
13.1.1 - Dispositions applicables à la réception .....	20
13.1.2 - Réception partielle .....	20
13.1.3 - Epreuves concluantes et Rapports du contrôleur technique .....	20
14 - Garantie des prestations .....	20
15 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail) .....	20
16 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	20
17 - Pénalités .....	21
17.1 - Pénalités de retard .....	21
17.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	23
17.3 - Autres pénalités spécifiques .....	23
18 - Assurances .....	24
19 - Clause de réexamen .....	25
20 - Résiliation du contrat .....	26
20.1 - Conditions de résiliation .....	26
20.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	26
21 - Règlement des litiges et langues .....	27
22 - Clauses complémentaires .....	27
23 – Dérogations au CCAG-TRAVAUX 2021 .....	28

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :  
Travaux de réaménagement de l'accès ISAE-SUPAERO/CANAL DU MIDI

Le projet concerne la création d'une rampe d'accès piétons/cycles afin de permettre l'accès au campus ISAE-SUPAERO depuis le canal du Midi, au droit de la passerelle située au niveau de l'INSA.

L'opération vise principalement à faciliter l'accès aux étudiants et aux personnels sur le campus de l'ISAE-SUPAERO et sur le site de l'ONERA (parcelle commune) depuis le canal du Midi afin de favoriser les modes doux de déplacement. Le canal donne accès au métro et aux bus et relie les campus des divers établissements de la zone scientifique de Rangueil. Il permet de plus l'utilisation du vélo et de pratiquer les autres modes doux de déplacement grâce à l'environnement protégé des voies sur berges et des pistes cyclables.

Les travaux seront exécutés en chantier clos mais sur site occupé avec maintien des activités.

Lieu(x) d'exécution :

ISAE-SUPAERO

10 avenue Marc Pélegrin (ex avenue Edouard Belin) - BP 54032

31400 Toulouse

## 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 4 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Terrassement - Voirie et réseaux divers - Gros-œuvre
02	Serrurerie - Charpente métallique - Portillons
03	Electricité CFO/CFA
04	Plantations

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Le lot principal est le lot 01.

## 1.3 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

# 2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- La mise au point du marché, le cas échéant
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes
- Le calendrier prévisionnel d'exécution
- Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le calendrier d'exécution
- Les pièces graphiques : plans, schémas, PIC, etc.
- Le PGC, le PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé), le plan de prévention
- Le RICT (Rapport Initial du Contrôleur Technique), le RVRAT (Rapport de Vérification Réglementaire Après Travaux)

- Les études, rapports : études géotechniques
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat (CRT) et ses annexes éventuelles
- Les modifications éventuelles et compléments en cours d'exécution du contrat (avenant, ordre de service, etc.)
- Les comptes-rendus des réunions de chantier

Les pièces dites « générales » ne seront pas fournies au titulaire du marché. Ce dernier est présumé les connaître.

**Les documents ci-dessus ont pour but de définir au mieux les prestations attendues (technique, matériels et matériaux, mises en œuvre, finitions, etc.) de la part des entreprises, ainsi que leur coût (global et forfaitaire) et leur délai de réalisation. Ce sont des documents complémentaires et non opposables.**

**Par conséquent, par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché n'ont pas de caractère de priorité.** En cas de contradiction, l'entreprise devra se renseigner auprès de la Maîtrise d'œuvre afin de prendre en compte la bonne information avant d'établir son offre. De ce fait, en aucun cas l'entreprise ne pourra arguer de contradictions entre les différents documents pour faire valoir des travaux supplémentaires.

En cas de contradiction entre les documents, ce sont les prescriptions, exigences, etc., les plus contraignantes qui seront prises en référence contractuelle. De fait, si un ouvrage n'est décrit que dans un seul document (plan ou CCTP ou DPGF), il est réputé dû par l'entreprise.

**Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-Travaux, la notification du marché comprend une copie des pièces constitutives du marché suivantes :**

- ✓ L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles,
- ✓ La DPGF,
- ✓ La mise au point du marché (le cas échéant),
- ✓ Le CCAP
- ✓ Le CCTP
- ✓ Le calendrier détaillé d'exécution
- ✓ Le cadre de réponse technique du titulaire (mémoire justificatif)

à l'exception des autres pièces constitutives du marché.

Les exemplaires originaux des pièces contractuelles, conservés dans les archives de l'acheteur, font seuls foi.

## 3 - Intervenants

### 3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

### 3.2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

#### **Groupement conjoint**

Co-traitant 1 (mandataire solidaire)

**TPF Ingénierie** - 78 ch. des Sept Deniers - 31204 TOULOUSE Cedex 2

Co-traitant 2

**Atelier A4** - 59 av. Crampel 31400 TOULOUSE

Co-traitant 3

**Tout Est Paysage** – 227 rue Fragneau – 82000 MONTAUBAN

La mission de maîtrise d'œuvre confiée par le maître d'ouvrage est DIA, EP, AVP, PRO/DCE, ACT, VISA,

### 3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre **TPF Ingénierie**.

### 3.4 - Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par :

BUREAU VERITAS

12 rue Michel Labrousse – Bât. 15 – 31047 TOULOUSE

Le contrôleur technique est représenté par : Benoît BORREL

Les missions de contrôle technique sont les suivantes :

L + LE + SEI-CC + SEI-IN + SEI-TB + SEI-TM + SEI-Cdt + ENV-IN + ENV-TB + ENV-EL + HAND

### 3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de [niveau III](#) sera assurée par :

**ELYFEC** - 20 Boulevard de Thibaud - 31100 Toulouse

Le CSPS est représenté par : José DOMINGUES.

## 4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## 5 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

## 6 - Durée et délais d'exécution

### 6.1 – Durée du contrat

Durée prévisionnelle du contrat : 20,5 mois (y compris période de garantie de parfait achèvement).

### 6.2 - Délai global d'exécution des prestations

Le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 8,5 mois.

La date prévisionnelle de début des prestations est le [02/09/2025](#).

### 6.3 - Délai d'exécution

Le délai d'exécution TCE est de 8,5 mois, y compris période de préparation, suivant planning DCE.  
Le délai d'exécution propre à chaque lot est de : suivant planning DCE.

Lot(s)	Délai	Date de début	Date de fin	Précisions
01	Suivant planning DCE	Suivant OS démarrage	Suivant planning DCE	
02	Suivant planning DCE	Suivant OS démarrage	Suivant planning DCE	
03	Suivant planning DCE	Suivant OS démarrage	Suivant planning DCE	
04	Suivant planning DCE	Suivant OS démarrage	Suivant planning DCE	

#### L'exécution du marché débute à compter de la date fixée par ordre de service :

- Un ordre de service précise la date de démarrage de la période de préparation du chantier
- Un ordre de service précise la date de démarrage de l'exécution des travaux.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 1 et 2 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 6 jours.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 3 du CCAG-Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Gel	0°C	1 jour(s)
Pluie	1 mm/h	1 jour(s)
Vent	60km/h	1 jour(s)

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de :  
**TOULOUSE**

**Les phénomènes naturels impactant le délai d'exécution du chantier doivent être déclarés lors de la réunion de chantier suivant la survenue du phénomène et l'impossibilité d'exécuter les prestations pour les lots concernés devra être justifiée au regard des prestations en cours d'exécution.**

### 6.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution

Les délais d'exécution des travaux sont définis conformément au calendrier prévisionnel d'exécution. Un OS de démarrage sera envoyé à toutes les entreprises, OS qui définira la date de démarrage contractuelle du planning.

#### Calendrier détaillé d'exécution

A) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le responsable de la mission d'OPC (ordonnancement, pilotage et coordination de chantier) après consultation auprès des titulaires des différents lots.

Ce calendrier distingue les différents ouvrages et indique pour chaque lot la durée et la date probable de départ de son délai d'exécution ainsi que la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de chaque titulaire sur le chantier. Après acceptation par chaque titulaire, il est soumis par le responsable de la mission d'OPC à l'approbation du pouvoir adjudicateur dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation du chantier.

B) Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

C) En cas de retard dans la notification de l'ordre de service de démarrage des travaux, un délai de quatre mois est prévu. Il est majoré de l'intervalle de temps, résultant du calendrier détaillé d'exécution, qui sépare



les dates probables de départ des délais d'exécution propres au lot débutant en premier les prestations d'une part et au lot considéré d'autre part.

D) Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le responsable de la mission d'OPC peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'engagement. Il est alors à nouveau notifié par ordre de service à tous les titulaires.

## 6.4 - Délais Partiels

Les délais partiels, distincts des délais de chaque lot, spécifiques à certains ouvrages ou parties d'ouvrages sont les suivants :

- 8 mois y compris période de préparation pour la mise en service du nouvel accès (rampe, escalier, portillons)
- 8,5 mois y compris période de préparation pour la fermeture de l'ancien accès

(Cf. planning détaillé prévisionnel stade DCE)

# 7 - Prix

## 7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

### Contenu des prix (cf. article 9.1 du CCAG Travaux).

Les prix du marché sont hors TVA et sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations (en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché), y compris les dépenses communes de chantier, les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice, et notamment :

- ✓ de l'ensemble des documents techniques,
- ✓ des éventuelles sujétions dont celles dues aux travaux exécutés par les compagnies concessionnaires et services publics ainsi que celles des divers organismes de sécurité, de vérification et de contrôle technique,
- ✓ des dépenses de chantier selon les stipulations des CCTP et du PGCSPS, notamment gardiennage le cas échéant, consommations, installations de chantier, remise en état, assurance pour vol et dégradation...,
- ✓ des dépenses afférentes à l'intégration des dispositions légales et réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé
- ✓ des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur et au CCTP ;
- ✓ de la signalétique de chantier, panneaux d'information et panneaux d'évacuation (sécurité incendie provisoire le cas échéant) ;
- ✓ des frais résultant des demandes et observations du maître d'œuvre, du bureau de contrôle, du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé
- ✓ des frais d'établissement des études, plans et documents d'exécution, d'études techniques propres aux entreprises, de plans de fabrication, de réalisation et de gestion du plan d'assurance qualité ;
- ✓ des frais résultant des sujétions d'organisation de chantier, d'exécution, de la marge pour défaillance de sous-traitants ;
- ✓ de la fourniture d'échantillons, de prototypes...
- ✓ des frais entraînés par la formation du personnel chargé par le maître d'ouvrage de l'exploitation et de la maintenance du bâtiment ;
- ✓ Des frais de constats d'huissier / état des lieux contradictoires avant et après travaux
- ✓ des frais de remise en état des lieux, bâtiments, réseaux, fournitures et matériaux détériorés pendant toute la durée du chantier ;
- ✓ des frais d'assurance ;
- ✓ des frais relatifs à la nécessité de travailler en dehors des heures normales pour respecter les délais contractuels (travail en plusieurs postes et/ou pendant les jours normalement non ouvrés) ;
- ✓ des intempéries et autres phénomènes naturels qui ne relèvent pas des cas de catastrophes naturelles assimilables à la force majeure ;

La liste mentionnée ci-dessus n'est pas exhaustive. Ces dépenses étant non limitatives, l'entreprise ne pourra se prévaloir d'aucune omission et devra assurer le fonctionnement normal et régulier du chantier et de ses installations, la parfaite réalisation et finition des ouvrages dont elle a la charge.

L'entreprise est réputée avoir pris connaissance pleine et entière, avant la remise de son offre, des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux, en tenant compte de l'ensemble des sujétions permettant d'assurer le fonctionnement normal et régulier du chantier et de ses installations et notamment les sujétions liées aux travaux en site occupé avec maintien de l'activité de l'établissement.

L'entreprise ne pourra se prévaloir d'aucune omission et devra assurer le fonctionnement normal et régulier du chantier et de ses installations.

## 7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de **06/2025** ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule et les Indices suivants :

Lot(s)	Désignation	Indice(s)	Formule
01	Terrassement - Voirie et réseaux divers - Gros-œuvre	TP01 80% + BT06 20%	$C_n = 15.0\% + 85.0\% [(0.8 \text{ TP01 (n) / TP01 (o)}) + (0.2 \text{ BT06 (n) / BT06 (o)})]$
02	Serrurerie - Charpente métallique - Portillons	BT 42	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{BT42 (n) / BT42 (o)})$
03	Electricité CFO/CFA	BT 47	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{BT47 (n) / BT47 (o)})$
04	Plantations	EV3	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{EV3 (n) / EV3 (o)})$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'indice connue comme définitive, publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence sont publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
01	TP01	Index Travaux Publics - Index général TP - Base 2010
01	BT06	Index du bâtiment - Ossature, ouvrages en béton armé - Base 2010
02	BT42	Index du bâtiment - Menuiserie en acier et serrurerie - Base 2010
03	BT47	Index du bâtiment - Électricité - Base 2010
04	EV3	Index divers dans la construction - Travaux de création d'espaces verts - Base 2010

## 7.3 - Répartition des dépenses communes

Les dépenses d'investissement et d'entretien du chantier sont réputées rémunérées par les prix du contrat conclu par le titulaire concerné qui en supporte seul les frais :

Libellé	Lot
---------	-----

Les dépenses sur compte prorata, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge du ou des titulaires, font l'objet de la répartition forfaitaire suivante :

Libellé
Voir détails dans le CCTP lot 0

Le titulaire désigné pour la gestion du compte prorata (dénommé lot principal) procède au règlement des dépenses correspondantes, mais il peut demander des avances aux autres titulaires. En fin de chantier, il effectuera la répartition des dites dépenses au prorata du montant des situations cumulées de chaque entreprise.

Si le marché relatif à un lot est résilié, la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés par le titulaire défaillant devra être assurée par le titulaire du lot **01** jusqu'à la désignation d'un nouveau titulaire et ce, sans avoir à supporter la charge des dépenses justifiées entraînées par cette garde.

## 8 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie. **La garantie de substitution est constituée pour le montant total du marché y compris les modifications en cours d'exécution.**

Les établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées pendant le délai de garantie au titulaire du marché et aux établissements ayant accordé leur garantie à première demande et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, les établissements sont libérés de leurs engagements un mois au plus tard après la date de leur levée.

### Transmission des garanties à première demande :

- **Par courriel avec accusé de réception aux adresses suivantes :**

[elisabeth.vu-tuyet-hang@isae-supaero.fr](mailto:elisabeth.vu-tuyet-hang@isae-supaero.fr), [service.facturier@isae-supaero.fr](mailto:service.facturier@isae-supaero.fr)

- **Le cas échéant, par courrier recommandé avec accusé de réception à l'adresse suivante :**

ISAE – SUPAERO – Service achats – A l'attention de Mme VU  
10 avenue Marc Pélegrin – BP 54032 – 31055 Toulouse cedex 4

## 9 - Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, pour les lots suivants :

Lot(s)	Désignation
01	Terrassement - Voierie et réseaux divers - Gros-oeuvre
02	Serrurerie – Charpente métallique - Portillons
03	Electricité CFO/CFA
04	Plantations

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Travaux.

### 9.1 - Conditions de versement et de remboursement

**Une avance est accordée au titulaire, en dehors de tout montant minimal et de toute durée d'exécution sauf indication contraire de l'acte d'engagement.** Cette avance est calculée sur la base du montant du marché public diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

NOTA :

*Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché en cours d'exécution, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct à l'acheteur, même dans le cas où le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance. Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par l'acheteur dès la notification de l'acte spécial (cf. article 2193-21 du code de la commande publique).*

**Le montant de l'avance est fixé à 30,0 % du montant initial**, toutes taxes comprises, de la tranche affermie, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 30,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

**L'avance est versée automatiquement à l'entreprise, par l'acheteur à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage des travaux** (cf. article 6.2 du présent CCAP).

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65.0 % du montant initial du marché ou de la tranche lorsque l'avance est inférieure ou égale à 15.0 %. Si l'avance est supérieure à 15.0 %, son remboursement commencera lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint le pourcentage obtenu en application de la formule suivante : 80.0 % - pourcentage de l'avance (**autrement dit, dans le cas d'une avance de 30%, le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 50% du montant initial du marché ou de la tranche affermie**).

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

### 9.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## 10 - Modalités de règlement des comptes

### 10.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

L'entreprise devra transmettre au maître d'œuvre sa demande de paiement mensuelle le 25 du mois considéré, obligatoirement avec le modèle de situation qui sera fourni lors de la période de préparation de chantier.

### 10.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

- Y compris pour les factures relatives aux bons de commande / avenant – ordre de service / marché complémentaire,

- Y compris pour les factures de sous-traitants et de cotraitants.

(Cf. dossier joint en annexe « Documentation groupée d'utilisation ChorusPro »).

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;

5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;

6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;

7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

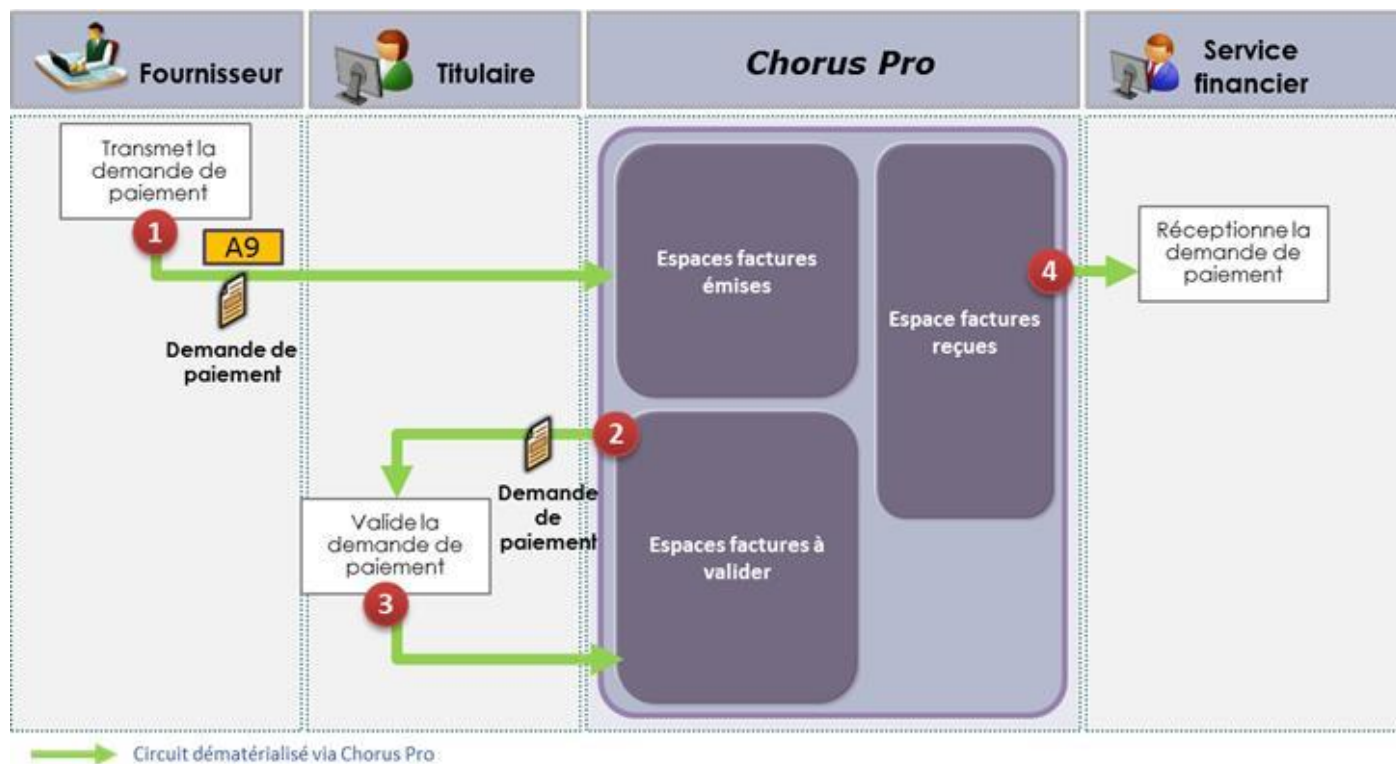
11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- le numéro de SIRET de l'ISAE-SUPAERO : **130 004 278 00011**, qui permet d'identifier l'ISAE SUPAERO en tant que destinataire de la facture ;
- le numéro de SIRET du maître d'œuvre TPFI : **420 606 188 00316**, qui permet d'identifier TPFI en tant que destinataire de la facture
- le code service "**FACTURES avec ENGAGEMENT**" ;

- le **n° d'engagement** correspond au n° du bon de commande émis par l'ISAE ou au numéro EJ qui sera communiqué aux entreprises soit lors de la notification du marché, soit lors de la première réunion de chantier (**numéro au format 450000xxxx**).



(En cas de problème, lors de l'utilisation de Chorus-Pro ou dans la formalisation des factures adressez une demande à [service.facturier@isae-sup aero.fr](mailto:service.facturier@isae-sup aero.fr) en précisant dans l'objet du courriel : la référence du contrat + objet de la demande)

Dans le schéma ci-dessus :

- Fournisseur = Titulaire du marché de travaux
- Titulaire = Maître d'œuvre
- Service financier = Service facturier de l'ISAE-SUPAERO

Pour rappel : L'ISAE-SUPAERO n'est pas un service de l'ETAT mais un établissement public donc pas de code service exécutant.

Un tableau d'état d'acompte et de répartition devra également être joint avec la(les) facture(s) et réalisé selon la trame transmise lors de la période de préparation de chantier. La répartition des montants sur acompte doit correspondre au montant de la(des) facture(s) jointe(s).

**En cas de modification des coordonnées bancaires, une demande doit être adressé à [elisabeth.vu-tuyet-hang@isae-sup aero.fr](mailto:elisabeth.vu-tuyet-hang@isae-sup aero.fr), [marches@isae-sup aero.fr](mailto:marches@isae-sup aero.fr)**

**Lors de la période de préparation du chantier, un modèle type de projet de décompte et d'acompte seront définis et devront être utilisés par le titulaire du marché et le maître d'œuvre.**

### 10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.



#### 10.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

#### 10.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, **sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.**

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

### 11 - Conditions d'exécution des prestations

#### Adresse d'exécution :

Institut Supérieur de l'aéronautique et de l'Espace  
10 Avenue Marc Pégélin (ex avenue Edouard Belin)  
BP 54032  
31055 TOULOUSE CEDEX 4

#### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

#### 11.1 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges (cf. CCTP lot 0, 1, 2, 3 et 4)

#### 11.2 - Implantation des ouvrages

Les opérations de piquetage sont effectuées, par tout organisme ou professionnel agréé (géomètre, etc.), contrairement avec le maître d'œuvre avant tout commencement des travaux par le titulaire du lot n°1 qui reste seul responsable de l'implantation. Le coût du piquetage est compris dans les prix du contrat.

Rappel : le titulaire du lot n°1 devra, avant tout commencement des travaux, un constat d'huissier d'état des lieux intérieur/extérieur au Campus ISAE-SUPAERO (voiries d'accès, terrains environnants, mobilier urbain : luminaires, bouches incendie, ..., végétations conservées proches, etc.).

##### 11.2.1 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

Le titulaire devra effectuer une déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT) auprès des exploitants de réseaux au moins 7 jours avant la date de commencement des travaux.

Si les travaux débutent plus de trois mois après la réception du récépissé de la DICT, une nouvelle déclaration devra être effectuée auprès des exploitants de réseaux. Si les travaux s'exécutent sur une durée supérieure à six mois, le titulaire devra soit prévoir des réunions de chantier avec les exploitants de réseaux, soit effectuer une nouvelle DICT.

Le titulaire est chargé de maintenir en bon état le piquetage.

## **11.3 - Préparation et coordination des travaux**

### **11.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché, d'une durée de 30 jours.

Cette période débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Le responsable de la mission d'OPC a la charge d'élaborer, après consultation des entreprises, le calendrier détaillé d'exécution énoncé au présent document.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 10 jours au plus tard après la notification du marché.

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé simplifié, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination simplifié en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

(Cf. détails dans les CCTP lot 0, 1, 2, 3 et 4).

### **11.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier**

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès



aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 200,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non-respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

**A noter que le titulaire devra également réaliser un plan de prévention avant le démarrage de l'exécution du marché avec le service RSQMR de l'ISAE-SUPAERO.**

### **11.3.3 - Plan d'assurance qualité**

Pour répondre à la problématique de la gestion de la qualité du chantier, le titulaire a la responsabilité d'établir un plan d'assurance qualité. Ce plan, soumis au visa du maître d'œuvre, comportera les dispositions détaillées dans les CCTP (CCTP lot 0, 1, 2, 3 et 4).

Pour obtenir la qualité requise des ouvrages, dans le cadre du programme d'exécution prévu, le titulaire prend les dispositions utiles en matière notamment :

- d'organisation ;
- de contrôles exercés par le titulaire ou pour son compte, sur ses propres actions, ou celles de ses sous-traitants. L'ensemble de ces contrôles est désigné par l'expression de contrôle intérieur ;
- de traçabilité du suivi des travaux et de traçabilité des matériaux dont il a la charge et des résultats du contrôle intérieur ;
- de modes de communication avec les autres acteurs du chantier.

Le marché ou le plan qualité peuvent identifier certaines étapes des travaux comme des étapes sensibles, où des vérifications particulières sont utiles. On distingue en la matière :

- les points critiques, étapes dont le titulaire prévient à l'avance le maître d'œuvre pour qu'il puisse, s'il le juge utile, y assister et en vérifier les conditions d'exécution ;
- les points d'arrêt, étapes dont le titulaire ne peut engager l'exécution qu'avec l'accord exprès du maître d'œuvre.

Les résultats du contrôle intérieur sont adressés par le titulaire au maître d'œuvre ou tenus à la disposition de celui-ci, dans les conditions précisées par le marché.

Lorsque l'exécution du marché comporte la mise en œuvre d'équipements ou de produits comportant des spécifications de pose, d'entretien ou d'usage, ces spécifications figurent au programme d'exécution des travaux.

### **11.3.4 - Registre de chantier**

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre (conformément aux stipulations de l'article 28.5 du CCAG-Travaux 2021).

.

## **11.4 - Etudes d'exécution**

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

La transmission de ces documents est effectuée dans les conditions suivantes :

Les documents seront transmis systématiquement sous forme papier et électronique au maître d'œuvre, au

bureau de contrôle et si nécessaire au CSPS et maître d'ouvrage.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent aussi être visés par le contrôleur technique mentionné au présent CCAP.

## **11.5 - Installation et organisation du chantier**

### **11.5.1 - Installation de chantier**

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

De manière générale, les CCTP idoines et leurs annexes éventuelles, décrivent les installations et l'organisation du chantier.

Dans le cas de travaux allotis nécessitant coordination, les obligations énumérées à l'article 31 du CCAG TRAVAUX 2021 sont réparties entre les titulaires des différents marchés conformément aux stipulations prévues par les documents particuliers du marché, notamment le plan général de coordination du coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi. Ces frais sont compris dans le lot 01 (hors prestations spécifiques à un lot en particulier, dont le lot concerné aura la charge).

### **11.5.2 - Emplacements mis à disposition pour déblais**

Les lieux et conditions de dépôt des déblais en excédent sont les suivants :

Pas d'emplacements mis à disposition par le maître d'ouvrage comme lieux de dépôt définitifs ou provisoires.

Le titulaire se procure, à ses frais et risques, les terrains dont il peut avoir besoin comme lieu de dépôt temporaire des déblais en excédent. Il doit soumettre le choix de ces terrains à l'accord préalable du maître d'œuvre, qui peut refuser l'autorisation ou la subordonner à des dispositions spéciales à prendre, notamment pour l'aménagement des dépôts à y constituer, si des motifs d'intérêt général, comme la sauvegarde de l'environnement, le justifient.

### **11.5.3 - Signalisation de chantier**

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

### **11.5.4 - Application de réglementations spécifiques**

Les réglementations spécifiques suivantes sont applicables : cf. CCTP.

## **11.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier**

### **11.6.1 - Gestion des déchets de chantier**

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

(cf. CCTP)

### **11.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégageant, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier (cf. CCTP)

### 11.6.3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article (cf. CCTP).

Le CCTP 0 et ses annexes précisent les chartes DOE, DIUO, DUEM et graphiques (intégration des plans dans le SI patrimoine) de l'ISAE-SUPAERO, ainsi que le format attendu (notamment les formats numériques, type de fichiers...).

Outre les documents qu'il est tenu de fournir avant ou pendant l'exécution des travaux, **le titulaire remet au maître d'œuvre, lorsqu'il demande la réception des travaux, l'ensemble des dossiers des ouvrages exécutés comprenant notamment :**

- les plans d'exécution conformes à la réalisation,
- les fiches techniques des matériaux et produits mis en œuvre,
- les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements,
- ainsi que les constats d'évacuation des déchets
- et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) préalablement validés par le maître d'œuvre. Le MOE, après validation, les transfère au maître d'ouvrage. Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé. En cas d'allotissement, le DOE de chaque lot est fourni par le titulaire de ce lot dès que celui-ci a achevé ses ouvrages.

Ces documents doivent être remis sous le format numérique suivant : cf. CCTP

Le titulaire doit également remettre 2 exemplaire(s) de la version papier ou physique numérique des documents.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ultime sur les Ouvrages (DIUO).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une retenue égale à 1 000,00 € par jour de retard est prélevée sur le dernier acompte. Cette retenue sera remboursée dès que les documents manquants seront fournis.

## 12 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Lot(s)	Désignation
01	Terrassement - Voirie et réseaux divers - Gros-œuvre
<b>Précisions</b> : voir CCTP idoine	
02	Serrurerie - Charpente métallique - Portillons
<b>Précisions</b> : voir CCTP idoine	
03	Electricité CFO/CFA
<b>Précisions</b> : voir CCTP idoine	
04	Plantations
<b>Précisions</b> : voir CCTP idoine	
<b>TOUS LES LOTS :</b>	
<u>Clause relative aux livraisons</u> : le titulaire devra éviter la circulation durant les heures de pointe, privilégier le transport groupé pour la livraison des fournitures (Pavés, plantations ...)	

## 13 - Réception

### 13.1 - Réception des travaux

#### 13.1.1 - Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux propres à chaque lot dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Chaque titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception

#### 13.1.2 - Réception partielle

La réception partielle des ouvrages ou parties d'ouvrages est réalisée conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG-Travaux (cf. article 6.4 du présent CCAP : Délais partiels)

#### 13.1.3 - Epreuves concluantes et Rapports du contrôleur technique

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux pièces techniques du cahier des charges **et sous réserve** du RVRAT (rapport de vérifications réglementaires après travaux) et du RFCT (rapport final du contrôleur technique) sans observations bloquantes.

Si les épreuves ne sont pas concluantes et/ou si le RVRAT et/ou le RFCT font état d'observations bloquantes, la réception est retirée.

## 14 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

**Les garanties particulières suivantes sont également prévues dans les conditions suivantes :**

#### **LOT 2 : Serrurerie -Charpente métallique - Portillons**

Au titre de la garantie et durant la période de parfait achèvement de 1 an, en cas de panne de la porte de sécurité PMR, l'entreprise du Lot 2 devra intervenir **sous 24h** à partir de la réception de la notification de la panne de la part de l'ISAE pour dépanner et assurer le bon fonctionnement de la porte.

#### **LOT 4 : Plantations**

Au titre de la garantie et durant la période de parfait achèvement, le titulaire doit une garantie d'entretien et de reprise dans les conditions fixées dans le CCTP.

Le délai de garantie des ouvrages ou parties d'ouvrages qui font l'objet d'une réception partielle court à compter de la date d'effet de cette réception partielle.

## 15 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

**Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'ISAE-SUPAERO, à l'adresse suivante :**

<https://declarants.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi l'ISAE-SUPAERO pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

## 16 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Conformément à l'article 48 du CCAG-Travaux, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

#### **NOTA : Respect de l'article L. 121-1 du code de la propriété intellectuelle.**

Préalablement aux adaptations, modifications ou arrangements de l'œuvre qui n'auraient pas fait l'objet d'une autorisation spécifique dans les documents particuliers du marché et qui seraient susceptibles d'altérer ou de dénaturer l'œuvre, il est nécessaire d'informer le maître d'ouvrage et le titulaire ou les auteurs des aménagements envisagés.

## **17 - Pénalités**

### **17.1 - Pénalités de retard**

Dans un premier temps, les pénalités de retard seront provisoires et seront appliquées immédiatement sur la situation suivant l'inscription au CR (compte-rendu) de Chantier. Cette pénalité sera levée lors du règlement de la situation suivante si ce retard a été résorbé avant d'avoir eu pour effet de provoquer un retard sur une tâche critique. Dans le cas contraire, ces pénalités deviendront définitives et ne pourront être déduites du montant des pénalités appliquées pour retard dans l'exécution des travaux.

*Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux*, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

*Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux*, il n'est prévu aucun plafonnement à l'application des pénalités de retard.

Clause d'exonération, de modulation des pénalités : Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'exonérer le titulaire de tout ou partie des pénalités lors du règlement d'un décompte mensuel ou du décompte général, sur demande et justifications du titulaire.

*Par dérogation aux articles 19.2.3, 19.2.4 et 19.3 du CCAG-Travaux*, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour calendaire de retard les pénalités suivantes :

N°	Pénalités pour retard d'exécution / de livraison	Occurrence	Valeurs	Précisions
1	Retard sur le délai d'exécution propre au lot considéré	Journalière	300 €	Du fait de la simple constatation d'un retard dans l'exécution des tâches ou commandes. Les travaux pouvant être ordonnancés dans le but de faire respecter les délais, il pourra être appliqué dans ce cas des pénalités provisoires en cas de retard dans l'exécution des tâches ou des commandes risquant d'entraîner un retard non rattrapable sur une tâche placée sur le chemin critique. Ces pénalités seront applicables sur simple constatation du retard par le maître d'œuvre. <i>En outre, par dérogation à l'article 19.2.5. du CCAG Travaux</i> , l'entrepreneur se verra appliquer une pénalité de même montant dans le cas où, bien qu'ayant terminé ses travaux dans la durée globale du marché, il a dépassé un délai d'exécution perturbant ainsi la marche du chantier ou provoquant des retards dans le déroulement des marchés relatifs aux autres lots. Les observations notées par le coordonnateur SPS dans le registre-Journal

				seront passibles de l'application de ces pénalités. Par ailleurs, après mise en demeure à la suite de la constatation d'un retard significatif, les prestations en cause pourront être exécutées par une autre entreprise aux frais de l'entrepreneur défaillant sans préjudice de l'application de la pénalité fixée au présent article.
2	Retard dans l'achèvement des travaux	Journalière	300 €	<p>Dans le cas où les travaux ne seraient pas terminés dans les délais contractuels, il sera appliqué au titulaire une pénalité, sans mise en demeure préalable et sur simple confrontation de la date de réception et de la date d'expiration du délai contractuel d'exécution (augmenté éventuellement des prolongations autorisées par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre).</p> <p>Lorsque le titulaire aura dépassé le délai contractuel ou la répartition du délai contractuel, il pourra être mis en demeure de prendre toutes les dispositions pour achever les travaux dans un délai déterminé.</p>
3	Retard dans la levée de réserves après réception	Journalière	200 €	Pénalités définitives
4	Retard dans la remise des documents au C.S.P.S (cf. article 11.3.2 du CCAP) et des échantillons	Journalière	200 €	Retard dans la présentation au coordonnateur SPS du P.P.S.P.S. (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé) ou dans la présentation à la maîtrise d'œuvre, des échantillons. Sans mise en demeure préalable. Si le titulaire a transmis des documents qui, bien que transmis dans les temps, ne répondent pas aux exigences du coordonnateur qui l'a donc enjoint de transmettre à nouveau les documents rectifiés dans le délai qui lui incombe, les pénalités seront appliquées en cas de non-respect de ce délai. Pénalités définitives.
5	Absence ou retard aux rendez-vous de chantier, aux réunions d'ordonnancement, aux réunions provoquées par la maîtrise d'œuvre, par le coordonnateur SPS, le CT, l'OPC ou le maître d'ouvrage	Par constat	<p>Retard supérieur à 15 min et inférieur à 30 min : 100 €</p> <p>Absence ou retard supérieur à 30 min : 200 €</p>	Chaque entrepreneur est tenu d'assister aux réunions de chantier provoquées par la Maîtrise d'œuvre, le coordonnateur SPS, le CT, l'OPC ou le maître d'ouvrage, ou d'y déléguer un représentant connaissant parfaitement le dossier, son avancement, ses problématiques, l'état des études et commandes, etc, et ayant pouvoir pour engager l'entreprise et donner sur le champ les ordres nécessaires sur le chantier. L'absence d'un entrepreneur, ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées ou méconnaissant l'opération (cf. ci-avant), à quelque titre que ce soit, entraîne la responsabilité de l'entrepreneur défaillant et mention du fait est portée sur le Compte Rendu de réunion, en vue de l'application des pénalités. Tout retard supérieur à 30 minutes sera considéré comme une absence. Application sans mise en demeure préalable. Pénalités définitives.
6	Retard dans la remise	Journalière	200 €	En cas de retard constaté par la maîtrise

	des plans d'exécution et de réservations – notes de calculs – études de détail			<p>d'œuvre par une entreprise dans la production de tout ou partie de ses plans d'exécution qui remettrait en cause le calendrier de production des plans.</p> <p>Ceci concerne la non-production ou une production incomplète des documents prévus au contrat et/ou pas.</p> <p>Pénalités définitives (pour retard intermédiaire et retard de fin de tâches).</p>
7	Retard dans la remise des documents nécessaires aux contrôles	Journalière	200 €	<p>En cas de retard constaté par le maître d'œuvre ou le CT, par une entreprise des documents nécessaires aux contrôles de vérification qualitatives et quantitatives (échantillons, prototypes, premier de série...).</p> <p>Pénalités définitives.</p>
8	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	Journalière	300€	<p>Les délais impartis comprennent ceux nécessaires au repliement des installations de chantier et à la remise en état des lieux. En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations sera sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux dont les dispositions sont fixées à la pénalité n°2 du présent tableau de pénalités de retard. En outre, après mise en demeure à la suite de la constatation d'un tel retard, les prestations en cause seront exécutées aux frais de l'entrepreneur défaillant sans préjudice de l'application de la pénalité fixée au 1 (pénalité pour défaut de rangement / nettoyage) du tableau de pénalité mentionné à l'article 14.3 du présent CCAP : Autre pénalités spécifiques. Pénalités définitives.</p>
9	Retard dans la remise des documents fournis après exécution et conformes à la charte (D.O.E. / D.I.U.O / D.U.E.M)	Journalière	150 €	<p>En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par l'entrepreneur. Pénalités définitives.</p>

### 17.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 200,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### 17.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non-respect d'obligations contractuelles non couvertes par une autre pénalité (du CCAP et/ou du CCTP)	Journalière	100,00 €	

Non-déclaration d'un sous-traitant dans les délais prescrits	Journalière	100,00 €	
Manquement aux obligations d'entretien ou de propreté du site ou du matériel	Journalière	100,00 €	À chaque simple constatation de la part de la MOA, MOE ou CSPS.
Manquement aux obligations de fermeture de la zone chantier	Journalière	100,00 €	À chaque simple constatation de la part de la MOA, MOE ou CSPS.
Non-respect des règles en vigueur en matière de sécurité	Journalière	100,00 €	À chaque simple constatation de la part de la MOA, MOE ou CSPS.
Absence de port de la carte d'identification professionnelle ou badge	Forfaitaire	50,00 €	À chaque simple constatation de la part de la MOA, MOE ou CSPS.
Absence de port de vêtements de travail ou équipements de protection Individuelle	Forfaitaire	50,00 €	À chaque simple constatation de la part de la MOA, MOE ou CSPS.
Non-respect de la clause relative aux livraisons	Forfaitaire	50,00 €	
Non-respect de la gestion de fermeture du chantier et de la zone de stockage des matériaux	Journalière	300,00 €	À chaque simple constatation de la part de la MOA, MOE ou CSPS.
Non-respect d'utilisation des espaces hors emprise chantier, y compris accès (pas d'utilisation ni d'occupation même à titre provisoire). Les accès ne servant que de lieu de passage et <b>en particulier, les passages pompiers doivent être assurés en permanence.</b>	Par infraction et par jour	500 €	À chaque simple constatation de la part de la MOA, MOE ou CSPS.

## 18 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation. Les dommages de toute nature qui en résulteraient causés par le titulaire ou par toute personne intervenant pour son compte, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les prescriptions du présent article s'appliquent même si les dommages se sont produits postérieurement à la date d'acceptation des prestations et/ou date de livraison des matériels, dès lors qu'un lien de causalité est établi entre lesdits dommages et l'exécution du marché. <sup>[L]</sup><sub>SEP</sub>

Déclaration de sinistres :

Le titulaire doit :

- Aviser le représentant du pouvoir adjudicateur sans délai, et au plus tard dans les cinq jours de sa survenance, de tout sinistre subi ou causé du fait ou à l'occasion de l'exécution du marché,
- Faire, dans les conditions et délais prévus par chacune des polices d'assurance qu'il est tenu de souscrire, toutes déclarations aux compagnies d'assurances,
- Tenir régulièrement informé le représentant du pouvoir adjudicateur de toutes ses démarches



et du suivi du règlement de sinistre. L'absence de couverture d'un dommage par la police d'assurance n'exonère le titulaire d'aucune responsabilité.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande. Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens du titulaire du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire sauf faute lourde ou faute entièrement imputable au pouvoir adjudicateur. Les préjudices subis par le pouvoir adjudicateur du fait de la dégradation aux biens ou la suppression de données appartenant au pouvoir adjudicateur par le titulaire ou par toute personne intervenant pour son compte, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Le titulaire doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

## 19 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait **l'objet d'un ordre de service** au présent marché.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

**La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.**

**A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.**

En application de l'article 54 du CCAG Travaux, en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par ordre de service, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander en temps utile qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre au maître d'ouvrage d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

- Des conséquences d'erreurs matérielles de rédaction des documents contractuels (omissions, imprécisions, contradictions, etc.)

- Modification de la composition du groupement dans le cas d'opération de restructuration de société (rachat, fusion ou acquisition, ...) ou si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche, sous réserve de proposer un ou plusieurs nouveaux membres du groupement remplissant les conditions de participation définies.
- De l'évolution de la législation ou de la réglementation, notamment de la législation fiscale, de la législation du travail, des règles de sécurité ou de la législation relative à la protection de l'environnement, des données personnelles, etc.
- De l'évolution des conditions économiques et techniques et pour s'assurer que la formule de variation demeure bien représentative des coûts réels, le niveau de la rémunération, d'une part et la structure de la formule de variation d'autre part pourront être soumises à réexamen à l'initiative de l'une ou l'autre partie, dans les cas suivants :
  - Si la définition de l'indice de la formule de variation venait à être modifiée ou si l'indice cessait d'être publié,
  - Si la clause de variation des prix est inadaptée (erreur dans la formule, dans le choix de l'indice, etc...)
- Des modifications éventuelles des prestations décidées par le maître d'ouvrage ou s'imposant à lui (nouvelle prestation, prestation modificative, complémentaire, supplémentaire...) de type technique, performanciel, confort, esthétique, ... ne remettant pas en cause de manière substantielle l'objet de l'opération :
  - Devenues nécessaires pour le bon achèvement des prestations objets de la commande en cours d'exécution,
  - Résultant de conséquences liées à des problèmes d'approvisionnement (retard, pénurie,...) et non imputable au titulaire,
  - Résultant de circonstances imprévues voire imprévisibles
- Des modifications éventuelles des prestations relatives aux sujétions techniques imprévues,
- Des modifications de phasage ou des délais de réalisation des travaux

## 20 - Résiliation du contrat

### 20.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### 20.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 21 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Toulouse est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 22 - Clauses complémentaires

### Prescriptions visant à prévenir/écarter un éventuel conflit d'intérêts

La loi du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique définit le conflit d'intérêts comme « toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction ».

Le titulaire s'engage à informer l'acheteur dans les meilleurs délais de toute connaissance de conflit d'intérêt potentiel ou avéré ; et le cas échéant, des mesures mises en place pour prévenir efficacement la situation de conflit d'intérêts.

### Obligation de moyen :

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires afin d'assurer des prestations conformes aux prescriptions des clauses particulières et de son offre. Le titulaire est, par ailleurs, tenu de signaler à la personne publique dans les plus brefs délais, tout élément qui lui paraîtrait de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation et/ou du marché.

### Obligation de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil. Il engage sa pleine et entière responsabilité pour ce qui concerne les choix techniques mis en œuvre qu'il a validés, y compris ceux qui ont été proposés par l'ISAE. Dans l'hypothèse où il n'aurait pas respecté cette obligation, le titulaire ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles. A contrario, le titulaire ne pourra être tenu responsable des conséquences d'une décision de l'ISAE différente de celle qu'il aurait préconisée et argumentée.

### Conditions d'intervention du personnel du titulaire :

Le personnel restera soumis à l'autorité et au contrôle du titulaire et ne pourra en aucun cas être assimilé aux salariés de l'ISAE-SUPAERO. Le titulaire est seul responsable des agissements de son personnel, lequel recevra ses directives uniquement de la part du personnel d'encadrement du titulaire. **A ce titre, le titulaire nommera un personnel d'encadrement qu'il maintiendra pour conduire les prestations, assurer la discipline et la gestion du personnel, et transmettre l'état d'avancement des prestations au représentant de l'ISAE-SUPAERO. Le titulaire communiquera à l'ISAE-SUPAERO le(s) nom(s) du personnel d'encadrement avant le début d'exécution des prestations.** Le représentant du titulaire informera immédiatement l'ISAE-SUPAERO de toute difficulté qui pourrait se manifester dans l'exécution des prestations qui lui sont confiées dans le cadre du marché.

### NOTA :

L'ISAE-SUPAERO est placé sous tutelle du ministère des armées et bénéficie d'une sécurisation stricte de ses accès.

En conséquence, avant toute intervention, le titulaire devra déclarer les personnels devant intervenir au titre du contrat (personnels du titulaire, le cas échéant sous-traitants sans préjudice de l'obligation de demande d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement des sous-traitants). [Le délai moyen de traitement](#)

des demandes d'accès au site est de 15 jours à compter de la remise d'un dossier complet. Aucun personnel ne pourra intervenir sans l'autorisation préalable de l'ISAE-SUPAERO.

La note d'accès au site précisant les modalités ainsi que le fichier de demande d'accès au chantier seront fournis aux entreprises soit à la notification du marché, soit lors de la première réunion de chantier.

#### Obligations de l'ISAE-SUPAERO :

Lorsque les prestations doivent se réaliser dans les locaux, sites de l'ISAE-SUPAERO, les mesures nécessaires seront prises par l'ISAE-SUPAERO afin de permettre l'accès de l'ensemble du personnel du titulaire à l'établissement où prestations seront réalisées étant entendu que ce personnel ne devra pas circuler en dehors des zones dans lesquelles il a à intervenir. L'ISAE-SUPAERO se réserve le droit d'interdire l'accès des locaux et de demander le remplacement du personnel pour cause de manque de correction ou de discrétion, faute grave, consignes de sécurité... Le code du travail, ses décrets et arrêtés d'application ainsi que les consignes particulières relative aux mesures de prévention concernant les travaux ou services effectués dans un organisme de la défense en vigueur seront appliqués sans restriction par le personnel effectuant des prestations à l'intérieur de l'ISAE-SUPAERO.

## **23 – Dérogations au CCAG-TRAVAUX 2021**

- L'article 2 du CCAP déroge aux article 4.1 et 4.2 du CCAG - Travaux
- L'article 5 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Travaux
- L'article 7.2 du CCAP déroge à l'article 9.4.4 du CCAG - Travaux
- L'article 11.3.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.3 du CCAG - Travaux
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG - Travaux
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG – Travaux
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.5 du CCAG – Travaux
- L'article 20.1 du CCAP déroge à l'article 50.4 du CCAG - Travaux